

Les perspectives du Gouvernement électronique en Algérie

آفاق الحكومة الإلكترونية في الجزائر

D.FRIOUA ép ZEGHMATI NARDJES

université BLIDA2

Résumé

Le gouvernement électronique (e-gouvernement) en Algérie doit englober un ensemble des rôles et des activités de l'administration et il doit aussi se reposer sur les technologies de l'information et de la communication (TIC). Le gouvernement électronique, s'appuie sur les quatre domaines de la gouvernance et de l'administration publique : les programmes économiques et sociaux de l'État, ses relations avec le citoyen, ses opérations internes et ses relations avec l'environnement international. Quatre aspects de l'e-gouvernement ont des conséquences durables sur l'administration publique algérienne: un service axé sur le citoyen, l'information en tant que ressource publique, des nouvelles compétences, des relations de travail et des modèles de responsabilité et de gestion. Les enjeux de l'e-gouvernement sont encore plus importants dans les pays en développement, telle que l'Algérie et demande la recherche de nouvelles solutions et perspectives.

Mots clés : gouvernement électronique-(TIC) technologie de l'information – communication-le gouvernement Algérien

ملخص:

الحكومة الإلكترونية في الجزائر يجب أن تشمل أدوار و نشاطات إدارية، كما يجب أن تركز على تكنولوجيات الإعلام و الاتصال. إن الحكومة الإلكترونية تركز على أربع ميادين للحكومة، وللإدارة العامة: البرامج الاقتصادية و الاجتماعية الدولة العلاقات مع المواطن، عمالياتها الداخلية و العلاقات مع المحيط الدولي. أربع خصائص للحكومة الإلكترونية لها نتائج مستمرة على الإدارة العامة الجزائرية: خدمة موجهة للمواطن، المعلومة كمعلومة، كمورد عام، كفاءات جديدة، علاقات العمل و نماذج المسؤولية و التسيير. إن تحديات الحكومة الإلكترونية في الدول النامية كالجزائر ، باتت أكثر أهمية. و تتطلب البحث عن حلول و آفاق جديدة .

الكلمات المفتاحية: الحكومة ألكترونية- تكنولوجية المعلومة – اتصال-الحكومة الجزائرية.

Introduction

De nos jours, l'Algérie est face au défi d'adopter la technologie sous toutes ses formes, particulièrement les technologies de l'information (IT). En effet, le succès d'un gouvernement est jugé par la qualité de ses services publics qui dépend à son tour du mécanisme de prise de décision et de sa politique de communication avec ses citoyens. Ces dernières années, l'état algérienne à utilisé les technologies de l'information dans leurs processus de développement. Cela a été réalisé principalement par l'automatisation des opérations internes au sein des administrations publiques. Récemment, l'état s'est rendu compte des avantages d'une augmentation de son utilisation de la technologie de l'information avec le monde extérieur. Ainsi, elle est passée d'une utilisation de l'informatique -où son outil de base est

l'intranet-, à l'utilisation de l'information et des technologies de la communication, avec l'Internet comme outil de base. L'utilisation des technologies de la communication au sein du gouvernement algérien consiste à se connecter à des entités externes, tels que les citoyens, les entreprises, les organismes et les autres pays, par le transfert et la communication des données.

En Algérie l'e-gouvernement (gouvernement électronique) nécessite une conjugaison des efforts de l'ensemble des institutions qui doivent être reliées par un réseau d'information fiable et dotées de banques de données accessibles.

dans cet article nous allons essayer d'élucider les horizons du gouvernement électronique en Algérie Pour cela nous avons adopté la problématique suivante :

Quelles sont les exigences du développement et de réussite et les défis liés à la gouvernance électronique en Algérie ?

1-Définition du gouvernement électronique :

Le gouvernement électronique est l'utilisation de l'information et des technologies de communication pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des projets, des activités et des programmes gouvernementaux. Par conséquent, le noyau du gouvernement électronique est la technologie de l'information. Le concept de gouvernement électronique est un concept nouveau. Au départ, il est apparu dans les pays les plus développés qui fournissent un accès aux services et une information sans relâche à leurs citoyens. Ces services sont actuellement offerts en ligne pour tout le monde à l'ère numérique où la technologie progresse rapidement et où les gouvernements s'attèlent à suivre sans relâche cette évolution afin de rester à jour.

En fait, un gouvernement efficace est un gouvernement accessible, rapide dans la prise de décision, moins cher et plus efficace.¹

S'il est appliqué correctement, il aide à développer et à consolider les principes de bonne gouvernance comme la démocratisation, la cohérence, l'efficacité, la transparence et la responsabilisation. Les supports de l'administration électronique sont nombreux. On pense souvent d'abord à l'Internet (services web sur ordinateur ou téléphone mobile), mais un projet d'administration électronique peut aussi s'appuyer sur toute forme de télématique, la communication en champ proche, « l'Internet des objets, les cartes à puce, éventuellement combiné à la biométrie et à la technologie (carte d'identité électronique, passeport biométrique) ainsi que des procédures de vote électronique, la vidéosurveillance, la constitution de bases de données et des procédés biométriques de reconnaissance faciale.²

1-1 les étapes de la mise en œuvre du gouvernement électronique :

De tous les facteurs affectant la mise en œuvre du gouvernement électronique, cinq ont été identifiés comme critiques:

* utilisation adéquate de systèmes d'information technologiques taillés sur mesure et résultant de processus coopératifs impliquant les fournisseurs et les utilisateurs. ³

* un financement suffisant, éventuellement nécessitant des partenariats public-privé.

*des cadres stratégiques fondés sur les analyses coûts/avantages et de la demande.

* un cadre juridique et réglementaire bien adapté.

*des systèmes de gestion de changement adéquats permettant d'anticiper la résistance psychologique et les obstacles existants ou réels.⁴D'autre part, les deux approches susceptibles d'égarer les stratégies du gouvernement électronique sont:

* mettre trop tôt l'accent sur les aspects technologiques.

* se concentrer uniquement sur la prestation de services.

1-2 les formes du gouvernement électronique :

Ile existe quatre formes de gouvernement électronique: Gouvernement envers Citoyens, Gouvernement envers Entreprises, gouvernement envers employés et Gouvernement envers Gouvernement.

1-2-1 gouvernement envers citoyens :(G2G) gouvernement to Citizen)⁵:

selon les experts, cette forme de gouvernement comprend toutes les interactions entre un gouvernement et ses citoyens qui peuvent avoir lieu par voie électronique. L'objectif de G2C est d'offrir aux citoyens une plus rapide, plus réactif, plus commodes et moins compliquée des moyens aux services publics.

1-2-2 gouvernement envers entreprise :(G2B) gouvernement to business :

Dans le cas du gouvernement-to-Business, il se réfère au commerce électronique dans lequel le gouvernement vend à des entreprises ou leur fournit des services, ainsi que les entreprises vendant des produits et services au gouvernement. Encore une fois l'objectif de G2B est de permettre aux entreprises d'interagir, d'acheter et de communiquer avec le gouvernement en ligne, avec plus de rapidité et de commodité.⁶

1-2-3 gouvernement envers employés :(G2E) gouvernement to employés :

Gouvernement-to-employés comprend les activités et services entre des unités publiques et leurs employés. Comme le terme l'indique, l'objectif de (G2E) est de développer et cultiver des capacités entre les employés du gouvernement efficace et d'offrir des services rentables.

1-2-4 gouvernement envers gouvernement (G2G) gouvernement to gouvernement :⁷

Le gouvernement à gouvernement semble avoir une double importance. Un (G2G) se compose d'activités entre le gouvernement et d'autres ministères, départements et agences du même gouvernement.

L'autre sens de G2G est une situation dans laquelle les gouvernements doivent faire face à leurs homologues des autres gouvernements de différents pays. dans cette deuxième (G2G) l'avis des experts est ancré sur la confiance et l'interdépendance, qui permet un partage d'informations entre les gouvernements sur des enjeux régionaux, sous-régional et international.

Par exemple, le contrôle du terrorisme, la gestion des maladies transfrontalières telles que le SRAS, qui a frappé l'Asie il ya quelque temps, ou même le VIH / sida. Cette (G2G) a aussi à voir avec les défis économiques communs.

2-objectifs et stratégie d'élaboration du gouvernement électronique en Algérie :

Les principaux objectifs d'une stratégie d'un gouvernement électronique sont : l'accès aux services, le choix, l'engagement du citoyen, la protection de la vie privée, et l'élaboration d'une stratégie globale.

2-1 Les objectifs :

1-2-1 L'Accès :

Le gouvernement algérien devrait poursuivre des politiques visant à améliorer l'accès aux services. Nombreux renseignements et services disponibles en ligne ne sont pas accessibles hors connexion à l'internet. Par conséquent, ceux qui n'y ont pas accès seront exclus de ces services, à moins que des mesures ne soient prises pour pallier à ce manque. En réalité, la plupart des citoyens veulent simplement un meilleur accès aux services publics, plus rapides et plus efficaces. De plus, il est inutile d'informatiser des services qui n'ont plus d'utilité pour les citoyens. Au contraire, les citoyens ont besoin d'outils de communication pour répondre aux courriers de manière efficace et en temps opportun. Concernant le courrier, l'internet est l'outil le plus personnel et le mieux préféré utilisé par la majorité des citoyens.

1-2-2 Le choix:

Les clients devraient avoir le choix de la méthode d'interaction avec le gouvernement. L'adoption des services en ligne ne devrait pas réduire ce choix. Un client qui préfère le service à l'ancienne à savoir le support papier ne devrait pas être empêché d'y recourir. Le gouvernement ne devrait pas parier sur un seul choix.⁸

1-2-3 L'engagement citoyen:

Les services d'information du gouvernement électronique doivent engager les citoyens dans le processus d'informatisation de l'administration. Des mécanismes de contrôle contribueront à optimiser l'usage de l'information et renforcer la participation du citoyen.⁹

1-2-4 La protection de la vie privée:

Le gouvernement électronique ne devrait pas être livré au détriment de la protection de la vie privée et devrait être attentif à la protection de la vie privée de l'utilisateur.

1-2-5 L'évaluation continue :

L'identification de la demande, les coûts, les avantages et l'impact du gouvernement électronique sont cruciaux pour la pérennité du système. Les administrateurs du gouvernement électronique ne peuvent s'attendre au soutien du public s'ils ne peuvent pas en souligner les avantages potentiels. D'où l'importance des processus consultatifs et des audiences publiques qui permettent de se rendre compte de l'avis

Des citoyens par le biais de l'internet.¹⁰

2-2-Élaboration d'une stratégie du gouvernement électronique en Algérie :

l'état Algérienne doit investir, former et coordonner entre les différents ministères et organismes publiques. Les prestations de services en ligne devraient être adoptées comme moyens complémentaires plutôt que le substitut à de nombreux canaux traditionnels pour la prestation de services. Un accès accru à la toile mondiale n'augmente pas

automatiquement l'utilisation d'un gouvernement électronique aussi longtemps que les utilisateurs sont indifférents ou désintéressés. En outre, les gouvernements doivent consacrer des fonds pour la mise en œuvre du système, sa maintenance et sa mise à jour. Afin de développer une stratégie d'un gouvernement électronique avec succès les sept étapes suivantes sont nécessaires.

2-2-1 L'infrastructure : créer les conditions propices pour un gouvernement électronique :

Des systèmes de gestion efficaces doivent être mis en place pour fournir la quantité et la qualité des données nécessaires pour appuyer le passage à un gouvernement électronique car tous les principaux services publics doivent être accessibles par voie électronique¹¹. Cela est d'une importance majeure, parce qu'elle encourage la transformation de la société et son passage vers le réseau électronique. Il est également nécessaire d'identifier les problèmes, les procédures et les problèmes qui font obstacle à une utilisation efficace et à la diffusion du gouvernement électronique. Parallèlement, les ministères et les organismes publics doivent prendre les mesures nécessaires pour adapter la législation nécessaire à l'utilisation du gouvernement électronique. L'application pratique

de ces principes englobe l'intranet, les systèmes de financement, les salaires du personnel et la tarification du service.

2-2-2 Les procédures de sécurité :

La sécurité est une condition essentielle pour l'établissement d'un gouvernement électronique car la protection de la vie privée des citoyens à l'aide du système électronique ainsi que du pays, et des lois et règlements est primordiale. En effet, le public doit avoir pleinement confiance dans le système pour accepter de l'utiliser. De la, l'administration publique algérienne a besoin d'un niveau élevé de sécurité pour exécuter une grande partie des contacts électroniques avec les citoyens. Il est important de prendre les mesures nécessaires au niveau de la sécurité car ces préalables sont décisifs pour le succès d'un gouvernement électronique. Il est nécessaire de traiter la question de la sécurité des données avec beaucoup de sérieux. Beaucoup de pays n'ont pas suffisamment de mécanismes pour s'attaquer à ces préoccupations. Le passage au gouvernement électronique en Algérie, exige certaines procédures de sécurité spécifiques, par exemple à propos des signatures numériques ou des signatures électroniques. On entend par cela une procédure raisonnable ou une procédure établie par la loi afin de vérifier¹² l'identité de l'expéditeur, ou la source, d'un dossier électronique ou de la détection des erreurs dans la transmission ou dans le contenu d'un courrier électronique. La procédure de sécurité peut nécessiter l'utilisation d'algorithmes ou autres codes, ou d'autres procédures de reconnaissance selon les circonstances.

2-2-3 Le mécanisme juridique :

Le gouvernement Algérien devrait définir à l'avance les lois et règlements afin d'appuyer le passage au gouvernement électronique.

¹³

Dans de nombreux états, par exemple, les signatures numériques ne sont pas acceptées. Ainsi, les lois en vigueur qui peuvent surcharger le commerce électronique devraient être revues et révisées ou éliminées pour refléter les besoins de la nouvelle ère électronique. La réglementation juridique relative à la sécurité devra s'appliquer à:¹⁴ la manière et le format dans lequel les dossiers électroniques doivent être déposés, créés ou conservés ;¹⁵ dans l'hypothèse où les dossiers électroniques doivent être signés par voie électronique, le type de signature électronique requis et la manière et le format dans lequel la signature électronique doit être apposée à l'enregistrement électronique ;¹⁶ le contrôle des processus et des procédures afin d'assurer de façon adéquate l'intégrité, la sécurité, la confidentialité et la vérification de la validité des documents électroniques.

2-2-4 l'infrastructure institutionnelle :

Le gouvernement électronique exige la création de ministères ou d'organismes publics afin de coordonner et de gérer un gouvernement électronique. Il est nécessaire de coopérer entre les différents ministères du gouvernement pour éviter de perdre les ressources publiques. Il est nécessaire de mettre en place des équipes de gestion du gouvernement électronique national. Il s'agit d'une

étape essentielle dans la réalisation d'une communication efficace avec le public et d'une bonne collaboration entre les diverses institutions. Le gouvernement électronique en Algérie peut devenir plus efficace lorsque les organismes travaillent ensemble dans un axe clientèle-organismes publiques.¹⁷ Les équipes doivent s'assurer que les travaux sont effectués de façon organisée le point focal étant que le gouvernement électronique implique le développement organisationnel de l'administration et de ses processus de travail. Les gestionnaires publics ont besoin de pouvoir fonctionner dans un cadre commun pour assurer l'interopérabilité, de maximiser l'efficacité du service, d'éviter les doubles emplois et de développer une infrastructure pouvant être partagée par différents organismes.

2-2-5 Le développement des ressources humaines :

Un personnel possédant les compétences techniques, managériales et politique serait responsable du développement professionnel. Le gouvernement algérien devra former ses fonctionnaires afin de lancer, de mettre en œuvre et de soutenir les initiatives d'un gouvernement électronique. Dans de nombreux pays, il existe des écarts au niveau de compétences clés dans l'analyse, la conception, la gestion des projets et des contrats de ventes. Il y a également des problèmes au niveau des mentalités, une résistance au changement, un manque d'orientation des clients, une résistance au partage des données... etc. Des compétences en gestion de projet et, surtout, de communication sont nécessaires pour planifier, organiser, affecter les ressources, négocier, mesurer les résultats et dépanner. Quelle que soit la dimension du projet, ces compétences seront nécessaires pour guider le travail à une bonne fin.¹⁸

2-2-6 La disponibilité d'une infrastructure de communication électronique dans tous les organismes publics :

Il est nécessaire que tous les organismes publics soient capables de communiquer électroniquement entre eux, pour tirer pleinement parti du potentiel de garder les informations dans un format électronique accessible par tous. En outre, l'utilisation des mêmes normes techniques pour les données est fondamentale. L'équipe nationale ou inter institutionnelle fera en sorte qu'il y ait une communication de données et que les outils nécessaires et des méthodes pour promouvoir le gouvernement électroniques soient développés dans les services où ils ne sont pas encore disponibles. Les institutions publiques doivent généralement avoir les compétences nécessaires pour améliorer l'efficacité des services et mieux comprendre les potentiels existant ainsi que les possibilités d'extension du gouvernement électronique. L'équipe partagera les renseignements sur les expériences passées qu'elles soient positives ou négatives et mettra sur pied un réseau consolidée d'assistance et de fournitures de données. Il faut des experts techniques hautement qualifiés pour exécuter ces tâches. Or, la plupart des organisations gouvernementales surtout dans les pays en développement n'ont pas suffisamment de personnels qualifiées. Dans ce cas, les gouvernements pourraient avoir à faire appel au secteur privé.¹⁹

2-2-7 Leadership et vision :

Une condition essentielle pour le succès du gouvernement électronique en Algérie est l'existence d'un petit groupe de dirigeants pourvus de vision et de réflexion stratégique sur la façon de promouvoir un gouvernement électronique et des moyens d'y parvenir. En effet, toutes les préparations opérationnelles sont d'une utilité limitée s'il n'y a aucune vision et un leadership capables de donner des orientations pour l'établissement d'un gouvernement électronique. En fait, l'incertitude quant à l'efficacité d'un gouvernement électronique est parmi les plus importants obstacles à son adoption.

Les dirigeants surveilleront la mise au point et prendront des décisions pour aller de l'avant pour promouvoir le gouvernement électronique dans le secteur public. Ils participeront activement aux projets concrets et d'importance stratégique relatifs au processus du gouvernement électronique et contrôleront la mise en œuvre du démarrage de nouvelles initiatives et à coordonner les initiatives dans les institutions à travers tous les niveaux du gouvernement.²⁰

2-2-8 Le partage des informations :

Plusieurs autorités et organisations publiques ont besoin de renseignements, d'expérience, et de savoir-faire au niveau des technologies de l'information. Il est important de partager les compétences dans le secteur public d'une manière étendue. Cela comprend l'élaboration de solutions techniques communes entre les institutions publiques, la création de plus de qualité et des services efficaces offerts aux citoyens et aux entreprises en introduisant des normes d'information harmonisées.

Enfin, si le gouvernement algérien adopte le concept d'intégration des technologies de l'information dans les réformes de la bonne gouvernance l'objectif de la réforme est considéré comme une priorité, l'exigence d'information doit être bien comprise et les technologies de l'information étant l'outil pour la réalisation de ces exigences et de ces objectifs.²¹

3- les avantages et inconvénients de l'application d'un gouvernement électronique :

Le gouvernement électronique est un service fourni par le gouvernement aux citoyens et aux entreprises. S'il est orienté correctement, son application est très positive pour l'interaction et la relation entre les personnes et leurs gouvernements. Le gouvernement électronique affecte principalement des individus, des entreprises, des employés du secteur public et l'administration. Alors que les citoyens souhaitent des services rapides et de qualité, les entreprises recherchent leur profit. Quant aux fonctionnaires, ils recherchent la sécurité de l'emploi. Enfin, le gouvernement est le surveillant de tout le système et procède à l'évaluation et au contrôle des services du gouvernement électronique.

3-1 Les principaux avantages d'un gouvernement électronique sont :

*Le gouvernement devient moins cher grâce à l'utilisation des technologies de l'information et de communication.

*Le gouvernement produit plus de services au même coût ou a un moindre prix.

*Les opérations gouvernement deviennent plus rapides – à la différence de traitement manuel qui repose sur le facteur humain qui exige un temps d'exécution plus long. Les nouvelles technologies de l'information permettent la production de résultats à un coût moindre en moins de temps.²²

*Le gouvernement produit des services de qualité supérieure. En effet, le gouvernement électronique assure une communication de qualité et une transparence de l'information.

* Le gouvernement électronique force les organismes gouvernementaux à rester à jour dans les technologies et trouver de façon continue des solutions novatrices pour développer les services publics. En outre, les lois et les réglementations doivent continuellement être mise à jour et simplifiées et débarrassées de tout superflu.²³

* Le gouvernement électronique peut aider à bâtir la confiance par l'engagement des citoyens de plus en plus dans les politiques publiques.

*Le développement de la démocratie numérique : l'utilisation du courrier électronique permet de se connecter avec les élus, de voter par voie de l'Internet, et de participer aux réunions gouvernementales grâce à la technologie des téléconférences. Tout cela représente une forme de démocratie numérique de pointe. Cette démocratie numérique peut entraîner l'augmentation de l'interaction du public avec le gouvernement.²⁴

*Les technologies de l'information contribuent au développement économique : l'économie dépend plus en plus de l'accès à l'information et de l'utilisation de la technologie pour améliorer la prestation des services. Le rôle de la technologie dans le développement économique augmentera considérablement avec le gouvernement électronique. Toutefois, le gouvernement ne prendra pas son essor à moins que les gouvernements ne se comportent d'une manière qui gagne la confiance des citoyens, des entreprises et des employés du secteur public.

3-2 Les principaux inconvénients d'un gouvernement électronique sont :

* D'ordre écologique : si on gaspille moins de papier ; on reperd le gain écologique d'un autre côté : déchets d'ordinateurs, besoins accrus d'électricité.²⁵

***Danger de hacking**, de vol d'identité. Lorsque, autrefois, on volait le passeport classique, La victime pouvait en apercevoir et réagir. A présent, ce ne sera plus possible. Risques de vol d'argent (en cas de

comptes en ligne ou cartes de banque sans contacts). Aucun doute que les malfaiteurs feront preuve d'une imagination débordante²⁶.

***Immense péril de l'interconnexion des fichiers.** Ces fichiers sont dangereux également en raison d'erreurs extrêmement difficiles à corriger une fois qu'elles ont été introduites dans le système et par celui de fichiers illégaux : l'inscription – pour une peccadille – sur un fichier noir revendu de façon illicite.

* **La fragilisation de la société.** Tout ce qui rend plus dépendants rend plus fragiles. Nous sommes en train de créer une société d'une extrême fragilité ou, en cas de problème (déficit électrique, bombe électromagnétique...) tout pourrait être paralysé d'un coup. C'est une très grosse erreur que de tout confier ainsi à des machines, des machines qui, de plus, dépendent d'une énergie extérieure pour fonctionner.²⁷

* **Graves menaces pour l'avenir.** Avec l'augmentation de la surveillance et l'interconnexion des fichiers, nous sommes en train de mettre un place un outil de dictature totale jusqu'à l'intérieur de nos corps et de notre mental. On ne sait dans quelles mains cela pourra tomber une fois mis en fonctionnement. Mais on sait que quand les humains ont le choix du pire, ils sont, tôt ou tard, tentés par l'aventure... Tôt ou tard cela risque de servir.

***Perversion de la notion d'intelligence.** Le terme intelligent est actuellement mis à toutes les sauces : étiquettes « intelligentes », appareils « intelligents », armes « intelligentes ».Apparemment tout va devenir « intelligent » à part l'être humain.

***Dangers pour la santé :** quelques pistes. En 2004, l'agence Reuters publiait un communiqué faisant état de ce que:« Des chercheurs en Europe ont confirmé les cellules exposées à des radiations électromagnétiques montraient "une augmentation significative des cassures de l'ADN simple et double». « Il y avait des dommages restants pour la future génération de cellules », avait déclaré le chef de projet. Notamment, comme une cause possible de cancer. ²⁸

4-Les difficultés et défis liés au gouvernement électronique :

4-1 Les difficultés :

Les difficultés rencontrées qui ont conduit à des échecs dans l'adoption d'un e- gouvernement sont :

*La résistance que certains citoyens pourraient manifester en face d'une telle transformation fondamentale des systèmes de fonctionnement de

l'administration publique.

*L'échec de l'infrastructure des technologies de l'information, qui peuvent résulter d'une programmation défectueuse ainsi que l'absence D'une infrastructure propice.

* Le rythme rapide de développement de la technologie de l'information se développe que les pays en développement peinent à rattraper. ²⁹

- * Les possibles malentendus entre l'équipe responsable des technologies de l'information et des équipes gouvernementale.
- * Le manque de coordination entre les divers organismes publics sans lequel il n'y a aucune transparence totale ou une volonté de partage de l'information.
- * Le problème de la rentabilité : la conviction que la prestation de services en ligne est moins onéreuse que d'autres canaux n'est pas toujours établie. En outre, la priorité accordée aux prestations des services en ligne pour le milieu des affaires est effectuée dans certains pays en développement aux dépens de la prestation des services aux citoyens.
- *Le manque de campagnes de sensibilisation du public et d'information des citoyens des prestations de services disponibles sur la toile.³⁰

4-2 les défis du gouvernement électronique en Algérie :

Les défis à relever comprennent :

- * le développement et la planification au-delà des objectifs à court terme (souvent déterminés par la durée des mandats politiques) ;
- *développer la capacité de mobiliser en collaboration avec les administrations publiques, l'industrie et la recherche universitaire ;
- *comprendre l'ampleur de la diversité des cultures politiques et administratives ;
- * assurer l'interopérabilité des systèmes et des normes tout en évitant la normalisation brutale ;
- * établir un cadre efficace et durable pour l'échange de bonnes pratiques ;
- *éviter de se concentrer sur les seules administrations publiques mais également sur la société civile et la sphère publique dans son ensemble.

Ces défis impliquent la mise en œuvre d'un processus portant principalement sur la nécessité : de la planification stratégique, l'existence d'une vision globale, la disponibilité des ressources financières, le contrôle, l'utilisation nouvelles perspectives de gestion et de management, la coopération entre divers secteurs et éviter les ambiguïtés de la politique réglementaire. En d'autres termes, cette stratégie devrait inclure : les questions à examiner, l'identification des clients potentiels, une vision claire sans ambiguïté sur les buts et les objectifs qui peuvent être surveillés et mesurés, une identification des politiques nécessaires pour appuyer le gouvernement électronique, des compétences organisationnelles, un processus d'identification et de hiérarchisation des initiatives du gouvernement électronique et un modèle d'affaires (business model) pour soutenir les initiatives du gouvernement électronique.³¹

5-L'avenir du gouvernement électronique en Algérie :

Une hypothèse répandue sur l'e-gouvernement en Algérie concerne la question de savoir s'il durera, soit parce que le gouvernement électronique sera remplacé par de nouvelles technologies, soit parce qu'il parvient à se répandre dans tous les aspects de l'administration. Un autre point de vue est que la nature du « e » évoluera, passant d'une priorité accordée à la technologie à une priorité plus managériale (en anglais, « enabling », dans le sens de facilitant). Même si toutes ces idées comportent sans doute une part de vérité, la question étant de savoir dans quelles combinaisons il influencera l'avenir, il ne fait aucun doute que les changements qui se sont produits jusqu'à présent ne sont pas une phase transitoire, mais plutôt un changement révolutionnaire.

Le gouvernement, caractérisé par la convergence et l'interdépendance, s'inscrit dans le cadre du processus accéléré de mondialisation, qui concerne le secteur public ainsi que le secteur privé et la société civile. Ces caractéristiques ne permettront pas un déséquilibre permanent entre les pays développés et ceux en développement, ce qui permet en soi de garantir que l'e-gouvernement sera inscrit au calendrier des activités dans l'avenir prévisible.³²

Dans les administrations, les TIC présentent tous les signes d'un agent de réforme permanent et dynamique. Le modèle traditionnel d'administration publique - d'interaction entre des forces internes, du leadership politiques et bureaucratiques, et des forces externes -, s'est orienté de façon constante vers les forces extérieures, combinant la technologie, les idées du nouveau management et les ordres des programmes de politique publique formés par les conditions Suits internationalement. Il s'agit probablement d'une évolution saine. cela crée un environnement ouvert à ce que les TIC ont à offrir, mais qui doit également tenir compte à la fois des avantages liés à l'utilisation de concepts et d'outils complexes et des obstacles qui doivent être surmontés si l'on veut que les TIC soient utilisés efficacement.

L'e-gouvernement en Algérie n'est pas non plus encore totalement intégré dans le milieu professionnel et de la recherche des administrations publiques. Le défi concerne la direction dans le monde de l'administration publique même, qui doit forger de nouvelles alliances disciplinaires et porter un nouveau regard sur ses propres hypothèses dans un paysage foncièrement nouveau³³.

Conclusion

en Algérie, les supports de l'e-administration sont loin d'être développés. La situation bloque à plusieurs niveaux. Pour preuve, l'Algérie est donc à la traîne en matière d'e-gouvernement. D'ailleurs, le dernier classement mondial des technologies de l'information et de la communication publié par le **World Economic Forum** (WEF) 13-14 Novembre 2016 à Dubaï, affirme que l'Algérie a perdu **13 points** par rapport à l'année 2012 durant laquelle elle avait occupé le **118ème** rang.

Il faut dire que par rapport à ce qui se fait dans les pays étrangers, l'e-gouvernement censé renforcer la communication et la cohérence intersection n'est pas très développé en Algérie. On a même l'impression d'être déconnecté du monde entier quand on se rend dans

une APC et qu'on ne parvient même pas à retirer son extrait de naissance rapidement.

Aujourd'hui, la question clé n'est plus « si » mais « comment » les pays en voie de développement telle que l'Algérie pourront accéder à l'ère des gouvernements électroniques.

il est important d'intégrer les technologies d'information et de communication dans les régimes d'administration publiques, de former des équipes pourvus d'un leadership efficace et capables de travailler sur le projet de gouvernance électronique. Un gouvernement électronique devrait conduire à une administration plus efficace par le biais de simplifications des processus de travail. Une action importante à faire afin de s'acquitter de ce qui précède serait pour le gouvernement algérien de travailler à combler les lacunes entre la conception du projet de gouvernement électronique qu'il a à l'esprit et à l'état réel de son administration pour l'amener à l'ère électronique.

En effet, le gouvernement électronique est bien plus qu'un site Web sur la toile, ou un simple courrier électronique (e-mail) ou un traitement des transactions par Internet. Un gouvernement électronique efficace doit pallier aux défis suivants : les complexités du projet, les difficultés technologiques et culturelles que les gouvernements devront affronter, les services offerts aux citoyens, la démocratie numérique et le développement économique. En outre, une discussion sur la stratégie, qui doit être appliquée ainsi que le cadre de la mise en œuvre et agencement de la gestion du système seront abordés.

L'e-gouvernement en Algérie doit entraîner l'adoption de nouvelles lois, dans d'autres domaines également, L'e-commerce par exemple, exige un cadre statutaire en matière de contrats et de responsabilité, et les tribunaux doivent être autorisés à passer en revue les transactions électroniques et à recevoir des preuves électroniques. La législation doit également être adaptée pour tenir compte des délits électroniques, qui vont du piratage à l'usurpation, d'identité et à la fraude. Les mesures liées à la sécurité de l'état doivent tenir compte des menaces électroniques.

En Algérie, l'administration publique, doit passer par une nouvelle façon de penser et une nouvelle direction afin de s'assurer que l'e-gouvernement réalise son plein potentiel.

Bibliographie :

¹ Advisory Committee to the Congressional Internet Caucus. Briefing Book Outline: E-Government.

²<http://www.netcaucus.org/books/egov2001>

-
- ³ <http://www.icann.org/tr/french.html>
- ⁴ <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html>
- ⁵ د. خالد ممدوح إبراهيم، (2005) :إبرام العقد الإلكتروني، دار الفكر الجامعي ، ص 47
- ⁶ د. خالد ممدوح إبراهيم، (2008) : أمن الحكومة الإلكترونية، الدار الجامعية، ، ص 69
- ⁷ د. عبد السلام أبو قحف، (2008) : هندسة الإعلان و الإعلان الإلكتروني، دار الفكر الجامعي . ص 394
- ⁸ http://www.wipo.int/freepublications/fr/ecommerce/450/wipo_pub_1450in.pdf
- ⁹ <http://www.unpan.org/>
- ¹⁰ http://www.oecd.org/topic/0,2686,fr_2649_34129_1_1_1_1_37405,00.html
- ¹¹ Gudrun Trauner, Le gouvernement électronique Les techniques d'information et de communication dans 'administration publique, Publication conjointe Université de Linz/IISA, 2002.
- ¹² <http://www.iiasiiisa.be/iias/aicor/aikorea.htm>
- ¹³ <http://www.ica-it.org/>
- ¹⁴ <http://www.eff.org/Privacy/Surveillance/CALEA/>>
- ¹⁵ http://www.accenture.com/xd/xd.asp?it=enweb&xd=industries\government\insights\leadership_customerservice.xml&c=gov_cusrvilc_0405&n=rihome
- ¹⁶ http://www.begix.de/en/PPPsum_eng.pdf
- ¹⁷ http://www.brown.edu/Administration/News_Bureau/2004-05/04-020.html
- ¹⁸ http://www.brown.edu/Administration/News_Bureau/2004-05/04-020.html
- ¹⁹ <http://www.unpan.org/>
- ²⁰ Vers une carte d'identité libricide?http://www.lalibre.be/article_print.phtml?id=10&subid=91&art_id=254412
- ²¹ TIC menaceraient un emploi sur six
http://www.express.be/zint/dvp_articles.ArticleDetail?ArticleIdA=34782
- ²² La «criminelle» en temps réel
http://www-05.ibm.com/ebusiness/fr/innovation/?ca=2007q3_itm_fr&me=a&met=nypd_300x250_fla&re=LaTribune
- ²³ <http://www.mondialisation.ca/index.php>
- ²⁴ Matrix ("multi-state anti-terrorist information exchange"<http://blogs.ycon.net/Ycon/2005/07>
- ²⁵ L'oeil du pentagone <http://www.voltairenet.org/article8734.html>
- ²⁶ Un ministre allemand propose le bracelet électronique au pied des chômeurs
<http://jcr45.lcr-centre.org/spip.php?article139>
- ²⁷ Portable et contrôle comportemental <http://www.next-up.org/main.php?param=nouvellesdumonde45>
- ²⁸ REFLEX : final report
- ²⁹ Le meilleur des mondes ? http://www.radioairlibre.be/infos/rfid_implants.htm
- ³⁰ Effets physiologiques et environnementaux des rayonnements électromagnétiques non ionisants http://www.alerte.ch/publications/Parlement_europeen_297.574.pdf
- ³¹ L'Europe veut libéraliser les fréquences GSM
<http://www.canardwifi.com/index.php?2007/07/27/1829-1-ue-veut-liberaliser-les-frequences-gsm>
- ³² Bombardement des abeilles, des oiseaux et des êtres humains <http://www.altermonde-levillage.com/spip.php>
- ³³ <http://libertesinternets.wordpress.com>